

Salaires, jour de carence, conditions de travail : La colère est grande dans l'Éducation nationale.

L'intersyndicale éducation 13 appelle tous les personnels à la grève dès le 5 décembre !



Jours de carence, diminution de l'indemnisation de l'arrêt maladie, suppression de la GIPA, gel de la valeur du point d'indice et absence de mesure salariale pour les agent·es dans le budget 2025 : le gouvernement stigmatise les fonctionnaires, remet en cause le droit de se soigner et dans le même temps organise la dégradation de notre pouvoir d'achat.

Le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, tient un discours qui relève du fonctionnaire bashing et multiplie les contrevérités. Nous le rappelons avec force : les personnels de l'Éducation nationale ne sont pas plus absents que dans le privé. Le passage de 1 à 3 jours de carence et la baisse de l'indemnisation de l'arrêt maladie sont des mesures inacceptables. Les enseignants devraient choisir entre venir travailler malades ou perdre des centaines d'euros alors même que les gouvernements successifs portent une lourde responsabilité dans la dégradation de leurs conditions de travail et, en définitive, de leur santé. Cette baisse du traitement pénalisera les agents, tout particulièrement celles et ceux en situation de précarité, mais aussi davantage les femmes.

Cette absence de revalorisation et de considération ne peut qu'aggraver la crise de recrutement qui persiste dans l'Éducation nationale et fragilise le service public d'Éducation. La ministre Anne Genetet assume un renforcement du Pacte, alors même qu'il n'est en rien une mesure de revalorisation. Au contraire, il participe à l'alourdissement de la charge et du temps de travail Car, n'en déplaise à un ex-président de la République, les professeurs travaillent, plus de 40 heures par semaine, le week-end et pendant les vacances scolaires. Ils font tenir à bout de bras, avec les autres personnels de l'Éducation nationale, une École publique déjà exsangue du fait des coupes budgétaires et des politiques menées. Les 4 000 suppressions de postes annoncées vont encore dégrader le quotidien de nos collègues dans les écoles, collèges et lycées. L'École publique est à un point de bascule, ces mesures conjuguées à l'acte 2 du choc des savoirs vont la pousser dans le vide.

Nous refusons la destruction des services publics. Nous refusons une nouvelle dégradation de nos conditions de travail et la destruction de l'école publique. Nous dénonçons également la multiplication des propos méprisants contre les personnels de l'Éducation nationale qui ne se sont pas engagés dans ces métiers pour être des punching-ball et alimenter le buzz politico-médiatique.

Nous exigeons le retrait des mesures Kasbarian, la suppression du jour de carence, le rétablissement de la GIPA, une revalorisation du point d'indice et la suppression du Pacte. Tous les personnels doivent être revalorisés, sans contreparties et un vrai statut doit être créé pour les AESH. Les suppressions de postes doivent être annulées, des postes doivent être créés pour diminuer les effectifs dans les classes et pour améliorer les conditions de travail de tous les personnels.

Nous appelons les personnels à se mettre en grève le jeudi 5 décembre. Au regard des enjeux et des suites à lui donner, cette grève est inédite, elle ne peut être une grève comme les autres. Elle est le point de départ de la mobilisation.

Dès maintenant, nous appelons les collègues à se réunir en RIS, HIS, AG pour s'informer, préparer la grève et réfléchir dès maintenant aux modalités et au calendrier de sa reconduction. Une nouvelle intersyndicale se réunira le 29 novembre. Elle examinera les prises de positions adoptées dans les écoles, les collèges et les lycées

Nous appelons les collègues à déposer des intentions de grève qui couvrent toute la période. C'est bien par une mobilisation massive dès le 5 décembre que nous pourrons peser, inscrire les actions dans la durée... et gagner !